

„ *1.º le Droit de propriété à la décision des Commissai-*
 „ *res, qui seroient nommés par les deux Cours à cet*
 „ *effet, avant qu'il ait été possible qu'ils se soient as-*
 „ *semblés pour en régler les Limites.* Le sous-signé
 „ Ambassadeur a ordre de demander que la con-
 „ duite de Monsieur de la Jonquiére soit desaf-
 „ vouée, que des ordres positifs lui soient immé-
 „ diatement envoyés pour retirer ses Troupes, &
 „ les Indiens qui sont sous son pouvoir, des lieux
 „ qui appartiennent à la Grande-Bretagne; que
 „ réparation soit faite des violences qui ont été
 „ commises & des torts que les Sujets du Roi ont
 „ soufferts; & Sa Majesté est persuadée que la
 „ Cour de France ne fera aucune difficulté de re-
 „ mettre au sous-signé Ambassadeur le double
 „ des ordres qu'elle donnera au Gouverneur du
 „ Canada, pour qu'il puisse les envoyer à sa Cour”.

Vous le voyez, Monsieur. Le détail des faits
 contenus dans ce Mémoire, est décisif sur la ma-
 tière de l'Aggression, & vous serez présentement
 en état de répondre à la Question que l'Observer
 vous fait dans sa première Lettre. Qui est-
 ce qui a voulu changer l'état dans lequel les cho-
 ses étoient restées lors de la Paix? C'est la Fran-
 ce, qui étant convenue de remettre ses droits aux
 Commissaires nommés à cet effet, à sa propre ré-
 quisition, & ayant promis de ne rien innover jus-
 qu'au règlement des Limites, s'est mise par la for-
 ce en possession du Territoire en dispute, avant
 que les Commissaires ayent pû présenter un seul
 mémoire là-dessus.

C'est Elle qui, après s'être ainsi emparée du Païs
 contesté, s'est emparée pareillement de Beaubas-
 sin, Ville située dans la Peninsule, appartenante
 incontestablement à la Grande-Bretagne, & de